



Conseil de sécurité

Distr. générale
15 décembre 2005
Français
Original : anglais

[Suite]

**Lettre datée du 9 décembre 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004)
concernant la Côte d'Ivoire**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport de la mission que j'ai effectuée en Côte d'Ivoire du 18 au 21 octobre 2005.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1572 (2004)
concernant la Côte d'Ivoire
(*Signé*) Adamentios Th. **Vassilakis**



Annexe**Rapport du Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1572 (2004) concernant
la Côte d'Ivoire sur sa mission en Côte d'Ivoire****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–10	3
II. Entretiens avec l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et d'autres organismes des Nations Unies	11–22	4
III. Entretiens avec les signataires des Accords	23–43	6
A. Message communiqué.	23–28	6
B. Entretiens avec les signataires des Accords	29–43	7
IV. Entretiens avec d'autres hauts fonctionnaires	44–51	11
V. Entretiens avec des représentants d'organismes publics	52–58	12
VI. Entretien avec les organisations des droits de l'homme et de la société civile.	59–61	13
VII. Évaluation, conclusion et recommandations	62–73	13

I. Introduction

1. Le 7 septembre 2005, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire a convenu que son président se rendrait en Côte d'Ivoire sur la base d'un cadre politique qui serait arrêté par le Conseil de sécurité.

2. Le 21 septembre 2005, à l'issue de consultations officieuses, le Président du Conseil de sécurité a fait à la presse une déclaration dans laquelle les membres du Conseil ont apporté leur appui à la visite que je m'apprêtais à effectuer dans la région. Le Conseil a noté que cette visite avait pour objet d'évaluer les progrès accomplis par toutes les parties pour honorer leurs engagements, en ayant à l'esprit le mandat du Comité énoncé aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004), afin que le Conseil puisse prendre les mesures nécessaires à l'encontre des personnes qui faisaient peser une menace sur le processus de paix et de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire, ou qui étaient responsables de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le pays.

3. Je me suis rendu en Côte d'Ivoire du 18 au 21 octobre 2005, accompagné de M^{me} Maria Telalian, Ministre Conseillère à la Mission permanente de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies, et de M^{me} Loraine Rickard-Martin, Secrétaire du Comité. Nous avons passé deux jours à Abidjan et une journée à Bouaké et Daoukro.

4. Le Représentant spécial du Secrétaire général et chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), M. Pierre Schori, a établi, à ma demande, un programme détaillé et bien organisé. Je voudrais lui exprimer, ainsi qu'aux membres de son personnel, ma profonde reconnaissance pour toute l'aide qu'ils m'ont apportée et pour les dispositions pratiques qu'ils ont prises concernant mon voyage.

5. Je me suis entretenu avec tous les signataires des Accords de Linas-Marcoussis, d'Accra III et de Pretoria. Je tiens à souligner que tous mes interlocuteurs m'ont réservé un accueil positif et m'ont consacré le temps nécessaire pour un échange constructif et fructueux.

6. Je me suis en particulier entretenu avec le Président de la République, M. Laurent Gbagbo, le Premier Ministre, M. Seydou Diarra, et les représentants des divers partis politiques ci-après :

- Front populaire ivoirien : Pascal Affi N'Guessan
- Mouvement des forces de l'avenir : Innocent Kobena Anaky
- Mouvement pour la justice et la paix : Gaspard Deli
- Mouvement patriotique de la Côte d'Ivoire : Guillaume Soro
- Mouvement patriotique ivoirien du Grand Ouest : Félix Doh
- Parti démocratique de la Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain : Henri Konan Bedié
- Parti ivoirien des travailleurs : Francis Wodie
- Rassemblement des républicains : Henriette Diabate

- Union pour la démocratie et pour la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI) : Mabri Toikeuse

7. Je ne me suis pas entretenu en personne avec M. Alassane Dramane Ouattara du Rassemblement des républicains puisqu'il réside en France. Sa représentante, M^{me} Henriette Diabate, qui est également Présidente par intérim du parti, m'a communiqué son numéro de téléphone, ce qui m'a permis de discuter longuement avec lui par téléphone dès mon retour à New York. La réunion qui devait se tenir avec M. Theodore Mel Eg de l'Union démocratique et citoyenne n'a pu avoir lieu pour des raisons indépendantes de ma volonté.

8. À Abidjan, je me suis également entretenu avec d'autres responsables de l'État, notamment le Président de l'Assemblée nationale, M. Mamadou Koulibaly, et cinq vice-présidents; le Président du Conseil économique et social, M. Laurent Dona Fologo; le Ministre des affaires étrangères, M. Mamadou Bamba; le Ministre de la défense, M. René Amani; et le chef d'état-major, le général Philippe Mangou.

9. Je me suis aussi entretenu avec les membres de la Commission électorale indépendante nouvellement créée, les représentants de quatre organismes publics s'occupant de la presse et les représentants de quatre organisations de défense des droits de l'homme.

10. Enfin, j'ai estimé qu'il serait très utile de m'entretenir avec les ambassadeurs des États membres du Conseil de sécurité, les membres du Comité de suivi de l'Accord de Linas-Marcoussis et les ambassadeurs de tous les autres pays représentés à Abidjan.

II. Entretiens avec l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et d'autres organismes des Nations Unies

11. Le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Pierre Schori, et ses collaborateurs m'ont longuement informé, dans le détail, de leurs activités, de la coopération entre l'ONUCI et le Gouvernement ivoirien, ainsi que de l'évolution de la situation actuelle en Côte d'Ivoire.

12. À titre d'illustration de la situation qui règne actuellement, il a été noté que le 17 octobre 2005, a eu lieu la pose de la première pierre du mémorial Félix Houphouët-Boigny, ancien président. Le Président de la République, le Premier Ministre et plusieurs membres du Gouvernement ont participé à la cérémonie. Dès le départ du Président de la République, un groupe de « Jeunes patriotes » se sont approchés des ministres de l'opposition d'une manière si menaçante que l'ONUCI a dû mettre les ministres sous sa protection.

13. Nous avons reçu une communication actualisée contenant plusieurs propositions de l'ONUCI pour améliorer la situation en ce qui concerne les médias, notamment les suivantes : a) renforcer les équipes de vulgarisation de l'ONUCI et sa capacité d'analyse politique; b) veiller à ce que les journalistes des médias, publics comme privés, adoptent des normes éthiques pour une couverture juste et équilibrée de l'information; c) élargir le champ d'émission de la radio de l'ONUCI (Radio ONUCI FM) pour qu'elle couvre directement l'évolution de la situation dans l'ensemble du pays.

14. Selon une communication écrite de l'ONUCI, de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire se poursuivent aussi bien dans les zones sous contrôle gouvernemental que dans celles tenues par les Forces nouvelles. Des Ivoiriens continuent d'être enlevés, arrêtés ou tués suite à des actes de violence criminels et politiques. Ces graves violations des droits de l'homme ont été attribuées à des éléments des forces de défense et de sécurité contrôlées par le Gouvernement, à des éléments militaires des Forces nouvelles et à des milices armées et non armées associées aux deux parties du conflit ivoirien. L'incitation à la violence politique, les tueries et le déni du droit à l'éducation figurent au nombre des violations des droits de l'homme qui ont été mentionnées. Il a été noté que le Gouvernement n'avait pas procédé aux enquêtes qui auraient permis de faire la lumière sur les événements qui avaient entraîné des tueries dans diverses parties du pays.

15. L'ONUCI a souligné que les autorités ivoiriennes avaient quelquefois refusé de coopérer avec ses forces et entravé leur liberté de circulation. Il a été noté que les obstructions avaient diminué en octobre, ce qui a été attribué à une anticipation de ma visite. L'ONUCI procède à deux types d'enquête – enquêtes inopinées et enquêtes avec notification préalable (sur la base d'informations fournies par les forces françaises de l'opération Licorne et par le Centre commun d'analyse de la mission). La coopération de la part du Gouvernement ivoirien était généralement bonne et l'ONUCI estimait qu'elle assurait la meilleure surveillance possible avec les moyens dont elle disposait.

Entretien avec M. Antonio Monteiro, Haut Représentant pour les élections en Côte d'Ivoire

16. M. Monteiro a fait valoir qu'à moins que la Commission électorale indépendante ne soit mise sur pied, sans exclusive, il ne serait pas possible de tenir les élections. Je tiens à lui exprimer ma gratitude pour avoir organisé la réunion avec tous les membres de la nouvelle Commission et pour m'avoir prêté un concours sans réserve.

Entretien avec les forces impartiales

17. Je me suis également entretenu avec les forces impartiales et en particulier avec le général Fall (commandant de la force de l'ONUCI), le général Irastorza (forces françaises de l'opération Licorne) et le chef de la police de l'ONUCI, M. Bouchard. Mes interlocuteurs ont fait valoir que la communauté internationale devrait se préoccuper des grandes quantités d'armes à forte capacité de destruction déjà acquises par la Côte d'Ivoire, dont une partie considérable se trouvait à Abidjan et dans sa région, présentant ainsi un risque grave. Les membres de l'opération Licorne subissaient des entraves à leur liberté de mouvement et étaient quelquefois la cible d'actes de violence.

18. En ce qui concerne le désarmement, il a été noté que les Forces nouvelles estimaient que leurs membres avaient droit à la nationalité ivoirienne et qu'elles ne déposeraient pas les armes tant qu'elles n'auraient pas obtenu de cartes d'identité.

Entretien avec les membres du Comité de suivi de l'Accord de Linas-Marcoussis : Représentant spécial du Secrétaire général (Président), France, Commission européenne, Union européenne, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, États-Unis d'Amérique, Organisation internationale de la francophonie, Union africaine, Banque mondiale, conseillers spéciaux (ONUCI et opération Licorne)

19. Certains membres du Comité de suivi de l'Accord de Linas-Marcoussis ont insisté sur la nécessité d'appliquer rapidement des sanctions afin d'accélérer le processus électoral, en particulier à l'encontre de ceux qui n'appliquent pas les Accords. Le Comité a indiqué qu'en ce qui concerne la menace de sanctions, il se posait un problème de crédibilité mais que la présence en Côte d'Ivoire du Président du Comité des sanctions serait utile à cet égard. On a fait observer que les sanctions n'auraient un effet sur le comportement des parties que dans la mesure où celles-ci seraient conscientes que les sanctions étaient une véritable possibilité.

20. On m'a demandé si le Gouvernement ivoirien avait pris contact avec le Comité des sanctions au sujet d'une demande de dérogation à l'embargo sur les armes. J'ai répondu que c'était effectivement le cas et que j'avais informé les représentants de la Côte d'Ivoire qu'il incombait au fournisseur potentiel de présenter au Comité une demande dans ce sens, par l'intermédiaire de la Mission permanente compétente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

21. Il a été ajouté qu'aussi bien les collectivités locales que les communautés d'expatriés à Abidjan avaient grandement peur d'une explosion dans le pays après le 30 octobre 2005. On a également fait observer qu'une telle crise risquerait d'entraîner un mouvement massif de réfugiés vers d'autres pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont certains étaient en proie à la sécheresse et à la famine.

Entretien avec les représentants d'États membres du Conseil de sécurité

22. La majorité des représentants des États membres du Conseil de sécurité ont souligné que les sanctions doivent être appliquées, notamment à l'encontre de ceux qui violent les droits de l'homme. On a également insisté sur l'application des sanctions au regard de la feuille de route. Un ambassadeur a noté que les Forces nouvelles menaient essentiellement un combat identitaire et non pas une lutte pour le pouvoir. Il a fait observer que le refus de leur délivrer des cartes d'identité, qui étaient nécessaires pour voter, était un moyen de contrôle politique et il a souligné la nécessité de prendre des mesures de confiance.

III. Entretiens avec les signataires des Accords

A. Message communiqué

23. Au cours de mes entretiens avec les signataires des Accords et d'autres responsables de l'État, ainsi que dans mes déclarations publiques, j'ai communiqué un message qui est résumé ci-après.

24. Le Conseil de sécurité suivait de très près l'évolution de la situation en Côte d'Ivoire et s'attendait à ce que les parties respectent et appliquent les Accords. J'ai ajouté que le Comité des sanctions n'avait pas encore établi une liste des personnes

et entités auxquelles s'appliqueraient l'interdiction de voyager et le gel des avoirs parce qu'il voulait donner une chance au processus de paix, tout en indiquant qu'il était prêt à agir le moment venu. J'ai souligné que cette approche avait été encouragée par l'Union africaine et par son médiateur, le Président sud-africain Thabo Mbeki, qui avait prié le Comité de ne pas encore appliquer de sanctions ciblées.

25. Toutefois, compte tenu de la non-application des Accords, de la détérioration de la situation en matière de droits de l'homme dans le pays et des déclarations incendiaires publiées dans les médias, comme il est indiqué dans divers rapports, le Comité, avec l'encouragement de l'Union africaine et du médiateur, avait décidé de revoir la question de l'application de sanctions ciblées à l'encontre des personnes qui représentaient une menace et une entrave au processus de paix et de réconciliation nationale.

26. J'ai dit aux parties que je m'étais rendu en Côte d'Ivoire pour évaluer la situation; que le Conseil avait espéré que les parties trouveraient par elles-mêmes le moyen de sortir de la crise et que nul ne voulait envisager d'imposer des sanctions comme une fin en soi mais seulement comme un moyen de ramener le pays sur la voie de la paix. J'ai demandé à toutes les parties de mettre de côté les ressentiments du passé, de redoubler d'efforts et de s'engager dans la dernière ligne droite pour sortir la Côte d'Ivoire de l'impasse dans laquelle elle se trouve actuellement et lui rendre sa splendeur d'antan.

27. J'ai appelé l'attention des parties sur la date du 30 octobre 2005, date à laquelle devait expirer le mandat du Président Gbagbo, et les ai engagées à faire preuve de retenue et à honorer leurs engagements en vertu des Accords pertinents. J'ai notamment prié instamment toutes les parties ivoiriennes d'appliquer intégralement la nouvelle résolution que le Conseil de sécurité était sur le point d'adopter (résolution 1633 (2005) du 21 octobre).

28. En répondant aux questions de mes interlocuteurs, j'ai eu l'occasion d'expliquer les dispositions des sanctions ciblées (gel des avoirs et interdiction de voyager), y compris les modalités d'inscription sur la liste et de radiation de celle-ci des personnes désignées par le Comité, conformément aux directives actuelles du Comité. J'ai tenu à préciser que nul n'était à l'abri du régime des sanctions.

B. Entretiens avec les signataires des Accords

Entretien avec Laurent Gbagbo, Président de la République

29. Le Président Laurent Gbagbo a déclaré qu'il avait tout fait pour mettre un terme à la crise dans son pays. En particulier, il avait pris toutes les mesures législatives et autres prescrites par les Accords. En outre, dans certains cas, il avait amendé les lois pour satisfaire certaines exigences de l'opposition (par exemple les lois sur la Commission électorale indépendante, sur la citoyenneté, la naturalisation, l'amnistie, la participation de l'opposition au Gouvernement). Cependant, de nouvelles exigences étaient constamment formulées, a-t-il dit.

30. À son avis, le principal élément faisant défaut était le désarmement et nombreux étaient ceux qui, n'ayant pas le droit de porter d'armes, refusaient pourtant de s'en défaire. Chaque fois que le Premier Ministre en poste avait fixé une date pour le désarmement, l'opposition avait refusé de s'y conformer. Le Président

était convaincu que c'était faute de désarmement que les élections n'avaient pas eu lieu, c'était pour cela surtout que le pays se trouvait dans un tel état. Il a souligné que les Forces nouvelles devaient immédiatement désarmer pour que les élections puissent avoir lieu.

31. Répondant à mes questions, le Président a déclaré qu'il était prêt à appliquer la décision de l'Union africaine et la résolution du Conseil de sécurité, en ajoutant que, dans la zone gouvernementale, la liberté de mouvement était totale. Enfin, il a fait observer que les Jeunes patriotes et autres groupes de jeunes armés étaient difficiles à contrôler.

Entretien avec Seydou Diarra, Premier Ministre du Gouvernement de réconciliation nationale

32. Le Premier Ministre Diarra a relaté les événements depuis sa nomination au poste de premier ministre et les problèmes avec lesquels il avait été aux prises avant d'assumer ses fonctions. Il a déclaré que, s'il s'était acquitté de bonne foi de ses devoirs, il n'avait pas pu obtenir le résultat voulu faute des moyens financiers nécessaires. Il a précisé qu'il considérait la nomination d'un nouveau premier ministre comme une tâche difficile et a noté qu'il était pour les sanctions, car le pays ne progresserait que si une pression dans ce sens était exercée.

Entretien avec Pascal Affi N'Guessan, Président du Front populaire ivoirien

33. M. Affi N'Guessan a fait observer qu'il avait accepté de quitter le poste de premier ministre pour que les Accords puissent être appliqués, et que ceux-ci prévoyaient un désarmement immédiat après la formation du gouvernement de réconciliation nationale. Ce désarmement n'avait pas eu lieu et la communauté internationale paraissait peu disposée à résoudre cette question par la force. Soulignant que le respect de la légalité était indispensable, il était convaincu que les rebelles étaient tellement sûrs d'eux et tellement persuadés que personne ne pourrait ou voudrait les désarmer par la force qu'ils ne voyaient aucune nécessité d'accepter les règles du débat démocratique.

Entretien avec Innocent Kobena Anaky, Président du Mouvement des forces de l'avenir

34. M. Anaky, a insisté sur le fait qu'un grand nombre des partisans du Président de la République, notamment des membres de milices et des particuliers, à Abidjan et dans les campagnes, portaient des armes et devaient donc être désarmés pour que les élections puissent avoir lieu. Il était nécessaire de se préoccuper de la destination ultime des armes, qui bien souvent n'étaient pas remises à l'armée. Il a évoqué les incidents qui s'étaient produits le 17 octobre après la cérémonie à la mémoire de l'ancien Président Houphouët-Boigny, date où il avait été agressé par des Jeunes patriotes; il y voyait là l'exemple d'une volonté systématique de violence à l'égard de l'opposition. C'est pourquoi, à son avis, il fallait que les personnes faisant l'objet de sanctions ciblées soient désignées pour qu'elles comprennent bien qu'elles ne peuvent jouir de l'impunité et qu'elles se trouvent « dans l'œil du cyclone ».

Entretien avec les représentants du Mouvement pour la justice et la paix, Gaspard Deli, du Mouvement patriotique de la Côte d'Ivoire, Guillaume Soro, et du Mouvement patriotique ivoirien du Grand Ouest, Felix Doh

35. Le Secrétaire général des Forces nouvelles, Guillaume Soro, a présenté l'arrière-plan de la crise actuelle. Il a rappelé que si, historiquement, la Côte d'Ivoire était bien un creuset multiculturel et multiracial, une partie de ses habitants se trouvaient désormais traités en étrangers sur leur propre sol et privés de la citoyenneté ivoirienne. Il était convaincu que la crise était avant tout une crise d'identité. Il a soulevé le problème de l'accord signé par les dirigeants militaires, qui prévoyait la distribution de cartes d'identité pendant le préregroupement, et a noté avec regret que cela n'a pas été reconnu par le Président Gbagbo.

36. Il regrettait également que son parti n'ait pas été consulté et qu'il n'ait pas été associé aux pourparlers récents organisés à Abuja (sous l'égide de la CEDEAO) ou à Addis-Abeba (sous celle de l'Union africaine). Il a également déclaré que comme la communauté internationale avait confié la présidence à l'autre partie, il n'était que juste que son camp obtienne le poste de premier ministre.

37. Il a émis l'opinion que le désarmement devait commencer en bonne logique non pas par la remise des armes, mais plutôt par des opérations de préregroupement puis de regroupement, puis, ensuite seulement par le désarmement et la démobilisation. Il a indiqué que la politique de « l'ivoirité », telle qu'elle était interprétée, risquait d'amener la ruine de la nation et il a ajouté qu'il avait signé les Accords étant entendu que les membres de son mouvement se verraient accorder la nationalité ivoirienne, mais jusqu'à présent l'égalité entre les Ivoiriens n'avait pas été réalisée.

Entretien avec Henri Konan Bedié, Président du Parti démocratique de la Côte d'Ivoire

38. M. Bedié a déclaré que l'application des Accords était contrecarrée par l'existence de milices et d'escadrons de la mort et par des violations graves des droits de l'homme, qui avaient bloqué les opérations électorales. Déclarant que les partis d'opposition n'étaient pas en mesure de fonctionner, car on les privait de la possibilité d'organiser des manifestations, il lui paraissait impératif de distinguer les partis politiques des groupes armés. À son avis, un nouveau premier ministre devait être nommé pendant la période de transition et devait rester en poste jusqu'à la fin des opérations électorales, car le Président n'aurait pas nécessairement les pouvoirs nécessaires après le 30 octobre. Il a ajouté qu'il était nécessaire que le Gouvernement organise des élections, mais l'établissement des listes électorales posait problème, car beaucoup de gens ne possédaient pas de carte d'identité, ce qui, en fait, était la cause première de la crise. Il a déclaré que pour que ceux qui commettaient des violations des droits de l'homme ne restent pas impunis, le Parti démocratique de la Côte d'Ivoire souhaitait voir l'Organisation des Nations Unies assumer ses responsabilités et imposer des sanctions, faute de quoi elle perdrait toute crédibilité.

Entretien avec Francis Wodie, Président du Parti ivoirien des travailleurs

39. M. Wodie a déclaré que le non-respect des Accords avait entraîné une crise de confiance, qu'il y avait un problème de mauvaise foi et que des accrochages armés, sinon la guerre, étaient possibles après le 30 octobre. Se référant au problème de la nouvelle Commission électorale indépendante, il était d'avis que chacun devait s'employer à assurer l'indépendance et la neutralité de la Commission pour que les élections puissent être organisées. Il préférait que les Ivoiriens prennent en main la situation et appliquent des mesures en l'absence de pressions extérieures et de sanctions, mais il croyait que des sanctions auraient effectivement un effet dissuasif sur ceux qui continuaient à empêcher l'avènement de la paix.

Entretien avec Henriette Diabate, Présidente par intérim du Rassemblement des républicains

40. M^{me} Diabate a décrit la situation en Côte d'Ivoire comme très difficile, en particulier du point de vue de la sécurité, comme le montrait le fait que le Président du Rassemblement des républicains était forcé de vivre à l'étranger. Elle a souligné que les ministres de l'opposition n'étaient pas en mesure de s'acquitter de leurs tâches et a donné comme exemple le fait qu'elle-même, Ministre de la justice, n'était pas à même de nommer des juges sans l'approbation du Président de la République.

41. Elle a déclaré aussi que les représentants du groupe des quatre partis politiques (le Mouvement des forces de l'avenir, le Parti démocratique de la Côte d'Ivoire, le Rassemblement démocratique africain, le Rassemblement des républicains et Union pour la démocratie et pour la paix en Côte d'Ivoire et les trois Forces nouvelles (Mouvement pour la justice et la paix, Mouvement patriotique de la Côte d'Ivoire et Mouvement patriotique ivoirien du Grand Ouest) étaient tous d'accord et insistaient pour que des sanctions soient appliquées dès que possible, étant donné que, tant qu'il ne se produirait rien, les Ivoiriens demeureraient convaincus qu'il ne se passerait rien. Cependant, elle a dit qu'il était nécessaire de donner l'assurance que les sanctions seraient bien appliquées dans l'intérêt du peuple ivoirien. Elle s'est déclarée préoccupée par le fait que si la nouvelle Commission électorale indépendante n'était pas à la hauteur des attentes, notamment quant à son autonomie, elle aurait beaucoup de mal à remplir sa tâche.

42. Dans un entretien au téléphone, M. Alassane Ouattara a déclaré qu'il était tout à fait d'accord avec les vues présentées par la Présidente par intérim de son parti, M^{me} Diabate, qu'il suivait de près l'évolution de la situation dans son pays, mais que du fait de l'insécurité et des menaces contre sa vie, il était obligé de vivre hors de Côte d'Ivoire.

Entretien avec Mabri Toikeuse, nouveau Président de l'Union pour la démocratie et pour la paix en Côte d'Ivoire

43. M. Toikeuse a rappelé que le Secrétaire général et l'ex-Président de son organisation avaient été assassinés, que leurs bureaux avaient été détruits, et que les locaux de certains journaux avaient également été détruits. Il a déclaré qu'en Côte d'Ivoire de graves violations des droits de l'homme étaient commises, que dans certains cas les milices étaient logées dans des écoles et des cliniques et que certains ministres avaient « plus d'armes que les forces armées ». Constatant les

problèmes que rencontrait la Commission électorale indépendante, il a émis l'opinion que les Nations Unies n'assumaient pas pleinement leurs responsabilités et que si les sanctions n'étaient pas appliquées, les Ivoiriens continueraient à voir dans la violence le seul moyen de résoudre le conflit.

IV. Entretiens avec d'autres hauts fonctionnaires

Entretien avec Mamadou Koulibaly, Président de l'Assemblée nationale

44. M. Koulibaly a souligné que toutes les lois nécessaires avaient bien été votées par l'Assemblée nationale, mais que le désarmement n'avait pas été appliqué par l'autre partie. Il a manifesté un intérêt certain pour un régime de sanctions et ce qu'il impliquerait.

45. J'ai également rencontré cinq vice-présidents de l'Assemblée nationale, qui ont exprimé des vues explicables par leur affiliation politique, tout en me laissant l'impression qu'ils comprenaient bien la teneur de mon message.

Entretien avec Laurent Dona Fologo, Président du Conseil économique et social

46. M. Fologo a fait observer qu'il existait en Côte d'Ivoire une véritable mosaïque de 60 groupes ethniques et que cela expliquait la fragilité d'une nation existant depuis peu, et que la crise économique, une population en augmentation rapide, l'impact des pays voisins ainsi qu'une certaine « fragilité de l'analyse politique » expliquaient le problème. Cependant, il ne croyait pas que l'évolution de la situation conduirait à la guerre.

47. Ajoutant que la majorité des hommes en armes appartenaient à la génération « perdue », il a souligné qu'il était pour l'ordre et la discipline et travaillait avec ceux qui étaient au pouvoir, qui eux-mêmes étaient naguère d'anciens opposants. Il a ajouté qu'il avait pris une position ferme contre l'utilisation des armes comme moyen de régler les problèmes du pays. Soulignant que les accords n'avaient pas été appliqués et qu'ils devaient pourtant être respectés, il s'est déclaré pour des sanctions, car c'était un moyen utile de forcer les Ivoiriens à se comporter de façon plus rationnelle et à progresser vers la paix.

Entretien avec Mamadou Bamba, Ministre des affaires étrangères

48. M. Bamba s'est déclaré préoccupé par la situation sur le plan des droits de l'homme et la situation humanitaire, ainsi que par l'impact de la crise ivoirienne sur la région, étant donné que la Côte d'Ivoire en avait longtemps été le moteur économique. Notant combien il importait d'organiser des élections libres et régulières, il a fait observer que les sanctions ne devaient pas être une simple menace mais être effectivement appliquées et a affirmé l'importance de l'application des décisions du Conseil de sécurité.

Entretien avec René Amani, Ministre de la défense

49. M. Amani attribue l'impasse actuelle à l'insécurité et à une absence de confiance mutuelle. Il a souligné que le désarmement devait être mené sans conditions préalables et a affirmé qu'il fallait rétablir la confiance et mobiliser les moyens nécessaires pour mener à bien le désarmement, la démobilisation et la

réinsertion. Rappelant que le Programme des Nations Unies pour le développement estimait que la crise revenait à la Côte d'Ivoire 25 ans en arrière, le Ministre a exprimé l'espoir que les élections permettraient au pays d'en sortir.

Entretien avec le général Philippe Mangou, chef d'état-major des Forces armées nationales de la Côte d'Ivoire

50. J'ai rappelé que le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, dans son rapport final (S/2005/699), constatait qu'il y avait eu une bonne collaboration avec les forces armées ivoiriennes et qu'on n'avait pas constaté de violations majeures de l'embargo sur les armes. En même temps, j'ai souligné qu'il fallait que l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire puisse sans entrave accomplir son mandat, en particulier en ayant toute liberté de mouvement, et qu'il fallait procéder au désarmement des milices et des groupes armés.

51. Le général Mangou a affirmé que les efforts soutenus menés pour progresser vers la paix avaient été repoussés et qu'en conséquence, les pourparlers étaient interrompus. En outre, il a déclaré qu'il y avait bien un calendrier de désarmement, mais que chaque fois que son application était imminente l'autre partie soulevait de nouveaux problèmes. S'agissant du désarmement et de la réintégration des membres des milices, il a affirmé qu'en majorité, c'étaient des civils et non des militaires. En outre, il a fait observer que la rébellion avait initialement attiré de nombreux jeunes gens, mais que les privations endurées ayant augmenté, ils avaient en grand nombre quitté les combats et regagné leurs champs. Il a ajouté qu'une fois qu'ils seraient prêts à faire amende honorable, ils seraient réintégrés. Il a estimé aussi que les sanctions devaient être appliquées pour que le pays progresse vers la paix.

V. Entretiens avec des représentants d'organismes publics

Entretien avec la Commission électorale indépendante

52. Antonio Monteiro, Haut Représentant pour les élections en Côte d'Ivoire, a convoqué et présidé une réunion avec tous les membres de la nouvelle Commission électorale indépendante.

53. Répondant à mon message, certains participants ont indiqué que si les Accords n'étaient pas appliqués c'était avant tout parce que les signataires ne représentaient pas le peuple ivoirien. D'autres étaient désireux de connaître avec certitude les procédures à suivre pour imposer les sanctions, et pour faire appel, ainsi que la durée des mesures prévues. D'autres encore ont été d'avis que des sanctions ciblées n'étaient pas efficaces car la plupart des personnes potentiellement visées par les sanctions étaient des hommes qui n'avaient pas d'argent et qui ne voyageaient pas à l'étranger.

Entretien avec les organismes publics s'occupant de la presse

54. J'ai rencontré des représentants de quatre organismes publics s'occupant de la presse : l'Observatoire de la liberté de la presse, de l'éthique et de la déontologie de Côte d'Ivoire (OLPED), le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA), le Comité national de la presse (CNP) et l'Union nationale des journalistes (UNJCI).

55. Les entretiens ont porté d'abord sur la question du contrôle exercé sur les médias pour éviter les incitations à la haine, et sur celle de l'imposition des sanctions. On a constaté qu'il existait des limitations à la liberté de mouvement des journalistes, qui n'étaient pas toujours autorisés à se rendre dans toutes les régions du pays, et qu'il y avait de nombreux journaux, ayant chacun pour appui un parti politique donné.

56. Concernant la situation politique, on a fait observer que les élections ne pourraient être menées à bien sans un désarmement préalable, mais que les Forces nouvelles exigeaient que leurs membres reçoivent une carte d'identité avant de remettre leurs armes.

57. Le CNCA a déclaré qu'il était habilité à imposer au besoin des sanctions (amendes, suspensions, poursuites), bien que ses ressources soient limitées. On a fait observer que récemment des sanctions étaient utilisées contre la presse française [Radio France Internationale (RFI)] comme contre la presse ivoirienne [Radiotélévision ivoirienne (RTI)].

58. L'OLPED a fait observer qu'il disposait d'un site Internet, sur lequel étaient publiquement dénoncés les délits de presse; l'OLPED avait servi de médiateur entre des individus qui estimaient avoir été lésés par la presse. L'UNJCI a déclaré qu'il était favorable à des sanctions individuelles.

VI. Entretien avec les organisations des droits de l'homme et de la société civile

59. J'ai rencontré 22 représentants d'organisations de défense des droits de l'homme, et notamment deux groupes de femmes, au quartier général de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Les participants ont exprimé leurs opinions en toute liberté, quelle que soit leur affiliation politique.

60. On a fait observer que parmi les partis politiques, il y avait un certain manque de volonté politique et que la guerre servait de prétexte pour ne pas appliquer les accords signés. Certains restaient sceptiques sur les conséquences positives des sanctions, mais ils estimaient qu'elles devaient pourtant être appliquées. Plusieurs personnes ont fait observer que la situation très instable actuellement avait entraîné de graves violations des droits de l'homme et certains ont dit que des massacres avaient eu lieu. On a déploré que la société civile soit exclue et du processus de paix et des discussions portant sur la crise actuelle.

61. Des représentantes de deux groupes de femmes ont demandé avec insistance que les Ivoiriennes soient appelées à concourir au processus de paix, comme cela avait été le cas au Libéria et au Rwanda, où les femmes avaient eu un rôle important dans le règlement des conflits dans ces pays.

VII. Évaluation, conclusion et recommandations

62. Je suis convaincu que ma visite était opportune et que l'instrument des sanctions s'est révélé efficace, par sa portée préventive aussi bien que dissuasive de toute action qui pourrait compromettre le processus de paix. On constate parmi les divers acteurs, mais aussi dans la population en général, une certaine crainte que ma

visite n'aboutisse à la mise en œuvre de sanctions ciblées. Tous mes interlocuteurs ont eu diverses questions à me poser concernant le régime des sanctions et son application aux individus visés. J'ai donné les explications nécessaires et j'ai souligné que le régime de sanctions ne souffrirait aucune exception.

63. J'ai conclu de mes entretiens avec des Ivoiriens affiliés à différents partis politiques qu'il existait un large accord sur l'idée que les sanctions individuelles devaient être appliquées sans nouveau retard afin de forcer les parties à appliquer les Accords et à prévenir toute incitation à la haine, à la violence ou à des violations des droits de l'homme. Cependant, chaque partie est convaincue que c'est l'autre qui doit être visée par les sanctions.

64. J'ai constaté un certain scepticisme concernant les effets positifs des sanctions, en particulier quant à leur aptitude à modifier le comportement des individus visés. En conséquence, certains acteurs ont demandé l'assurance, que j'ai donnée, que les sanctions seraient effectivement appliquées dans l'intérêt du peuple ivoirien.

65. On a fait observé que la Côte d'Ivoire comptait d'assez nombreux quotidiens, qui étaient souvent sous l'influence des principaux partis politiques. La conviction générale est que la presse n'est pas fiable, voire qu'elle jette de l'huile sur le feu. Certains ont fait valoir que certains journalistes écrivaient des articles incitant à la haine, à la violence ou à l'intolérance, et qu'en pareil cas la question était de savoir s'il fallait sanctionner le journaliste, comme auteur de l'article, le rédacteur en chef ou le responsable de la publication.

66. Dans l'esprit de tous, le désarmement demeure un objectif important, que tous considèrent comme nécessaire, mais selon des critères d'application différents; l'objectif du désarmement semble donc hors de portée. Le problème mentionné est souvent le manque de confiance mutuelle.

67. On estime généralement que les élections sont la clef du règlement de la crise, et on s'est fréquemment déclaré déçu du non-respect du calendrier initialement prévu. Presque tous mes interlocuteurs ont exprimé l'espoir que les élections auraient lieu au plus vite. Plusieurs ont évoqué des problèmes de financement et de ressources auxquels se heurte la Commission électorale indépendante nouvellement créée. On s'est de même déclaré inquiet de constater que des Jeunes patriotes ont perturbé gravement la réunion de la Commission électorale indépendante.

68. Le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire n'a pas constaté de violations majeures de l'embargo sur les armes. Pourtant, selon des indications dignes de foi, il y aurait, dans la population, de grandes quantités d'armes. Il va sans dire que la question du désarmement des membres des milices et des groupes d'autodéfense est considérée comme très importante.

69. Étant donné ce qui précède, à mon avis, le Conseil de sécurité et le Comité devraient continuer à examiner de près la situation jusqu'à ce que la résolution 1633 (2005) du Conseil de sécurité soit appliquée intégralement et sans conditions, et qu'il en aille de même du désarmement des Forces nouvelles, des milices et de groupes d'autodéfense.

70. Dans l'intervalle, le Comité devrait envisager de prendre rapidement des mesures contre tout individu trouvé coupable de compromettre le processus de paix, de violer l'embargo sur les armes, ou d'inciter à la haine, la violence ou l'intolérance, ou à des violations des droits de l'homme ou du droit international

humanitaire. Je suis convaincu que c'est de cette façon qu'on contribuera au processus de paix et aidera à rétablir la confiance entre les Ivoiriens.

71. Je crois aussi que le moment est venu pour le Conseil de sécurité d'examiner le rapport soumis en 2004 par la Commission internationale d'enquête sur la Côte d'Ivoire, et pour que le Comité des sanctions examine les annexes, comme le propose le Secrétaire général, afin de mettre rapidement un terme à l'impunité.

72. En conclusion, comme la demande de l'Union africaine et du Médiateur tendant à s'abstenir de tout ce qui aurait un effet négatif sur le processus de paix est justifiée, et que la menace de sanctions a réellement eu un impact, le Conseil, en même temps, ne devrait pas laisser son action inachevée, car cela pourrait donner l'impression qu'il tolère l'impunité, et cela diminuerait sa crédibilité.

73. Enfin je tiens à réitérer l'expression de ma gratitude au Représentant spécial du Secrétaire général, Pierre Schori, et à ses collaborateurs, ainsi qu'aux pays qui fournissent des contingents, pour le dévouement constant avec lequel ils contribuent aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
